

N°
13

Importations, exportations, facture énergétique

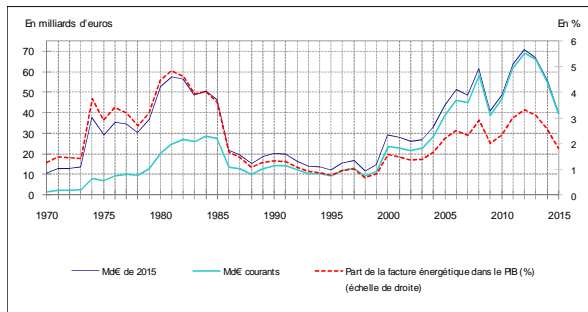
La facture énergétique recule de 28 % en 2015, à moins de 40 Md€, bénéficiant de l'effondrement des cours du pétrole

La réduction de la facture énergétique de la France (cf. encadré), initiée depuis 2012, s'accélère en 2015, conséquence directe de la baisse générale du prix des énergies et plus particulièrement de la chute des cours du pétrole depuis l'été 2014. La facture énergétique s'établit ainsi à moins de 40 milliards d'euros en 2015, en baisse de 28 % sur un an.

Une facture en forte baisse en 2015

Chutant de près de 28 % en l'espace d'un an, la facture énergétique de la France s'établit à 39,7 milliards d'euros (Md€) d'après les Douanes, loin de son niveau record de 2012, à 69,0 Md€. Elle équivaut désormais à 1,8 % du produit intérieur brut, contre 2,6 % en 2014 et plus de 3 % entre 2011 et 2013, et représente un peu plus d'un mois de recettes tirées des exportations totales de la France. Si cela représente environ quatorze jours de moins qu'en 2014 et vingt-quatre de moins qu'en 2013, ce niveau reste toutefois élevé, l'approvisionnement énergétique de la France pesant encore pour plus de 10 % dans l'ensemble de ses importations.

Fig. 1 : Facture énergétique de la France en milliards d'euros



Champ : France

Source : données des Douanes, calculs SOeS

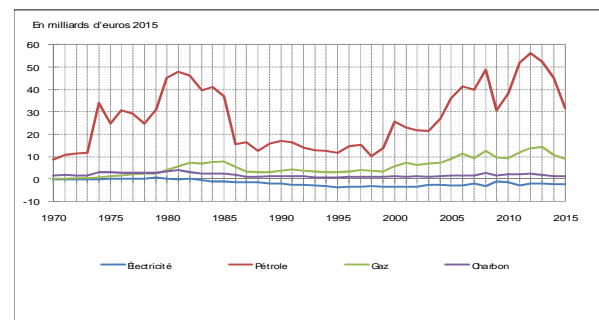
Le solde en valeur du commerce extérieur de produits pétroliers constitue près de 80 % de la facture énergétique de la France. Il s'est réduit de 30 % en 2015, à 31,6 Md€, soit une économie de 13,3 Md€ en un an. Cette baisse affecte dans les mêmes proportions les dépenses en pétrole brut, qui représentent deux tiers de la facture pétrolière, et le commerce extérieur de produits pétroliers raffinés, qui en constitue le tiers restant. Si, pour ces derniers, la baisse est imputable conjointement à la chute des prix (- 25,7 %, à 465 €/t, prix moyens coût, assurance et fret – CAF – à l'importation) et à la réduction des volumes importés nets, la forte contraction de la facture de pétrole brut est exclusivement portée par l'effondrement du prix à l'importation (- 46,3 %, à 367 €/t), dans le sillage du cours du baril de Brent.

La facture gazière se replie de 15 % en 2015 sous l'effet direct de la baisse du prix moyen à l'importation de gaz naturel, qui recule de 13,7 % en un an pour repasser pour la première fois depuis 2010 sous le seuil de 2 c€/kWh. Tant le prix spot que ceux des contrats de long-terme (plus de dix ans) diminuent. Ainsi, la facture gazière s'établit à 9,0 Md€, alors qu'elle s'élevait encore à 10,6 Md€ en 2014 et 14,2 Md€ en 2013.

La facture charbonnière diminue pour la troisième année consécutive, de 9 % par rapport à 2014, sous l'effet combiné des prix et des volumes. À 1,3 Md€, elle retrouve ainsi un niveau comparable à celui observé durant la première moitié des années 2000, après avoir atteint un record, à 2,7 Md€ en 2008.

Les exportations d'électricité permettent par ailleurs à la France d'alléger sa facture énergétique globale, avec un excédent commercial dû aux échanges d'électricité de 2,3 Md€ en 2015. Malgré une légère baisse des volumes échangés, celui-ci progresse ainsi de 7 % en un an en raison de la hausse du prix spot de l'électricité.

Fig. 2 : Facture énergétique de la France déclinée par type d'énergie



Note : la facture de l'électricité, exportatrice, est comptée en négatif.

Champ : France

Source : données des Douanes, calculs SOeS

Périmètre de la facture énergétique

La facture énergétique correspond au solde du commerce extérieur en valeur des produits énergétiques (chapitre 27 du système harmonisé de l'Organisation Mondiale des Douanes) : combustibles minéraux solides (charbon et produits solides issus de sa transformation), produits pétroliers (pétrole brut et produits raffinés), gaz naturel et électricité. Elle ne prend donc pas en compte l'uranium, qui est considéré dans les nomenclatures internationales comme un minerai et non comme un combustible (il doit en effet être enrichi avant d'être utilisé dans les centrales nucléaires). La facture de l'uranium s'élevait à moins d'un milliard d'euros en 2015.

Fig. 3 : Commerce extérieur de l'énergie en 2015 en millions d'euros courants

	Importations CAF *			Exportations FAB *			Facture			
	2014	2015	2014-2015 (%)	2014	2015	2014-2015 (%)	2014	2015	2014-2015 (%)	2014-2015 (M€)
Combustibles minéraux solides	1 454	1 313	-9,7	34	18	-46,4	1 420	1 295	-8,8	-125
Pétrole brut	29 225	20 591	-29,5	3	17	+ 478,1	29 222	20 575	-29,6	-8 647
Produits pétroliers raffinés	26 900	19 708	-26,7	11 191	8 648	-22,7	15 710	11 060	-29,6	-4 649
Total pétrole	56 125	40 299	-28,2	11 194	8 664	-22,6	44 932	31 635	-29,6	-13 297
Gaz	11 736	9 957	-15,2	1 086	917	-15,6	10 649	9 040	-15,1	-1 609
Pétrole et gaz	67 861	50 256	-25,9	12 280	9 581	-22,0	55 581	40 675	-26,8	-14 906
Electricité	987	1 157	+ 17,2	3 129	3 452	+ 10,3	-2 142	-2 296	+ 7,2	-154
Total	70 302	52 726	-25,0	15 443	13 052	-15,5	54 859	39 675	-27,7	-15 185

* CAF : coût, assurance et fret ; FAB : franco à bord.

Champ : France

Sources : données des Douanes, calculs SOeS

Fig. 4 : comparaison de la facture énergétique avec quelques agrégats économiques

	1973	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2013	2014	2015
Facture énergétique en milliards d'euros courants (CAF/FAB*)	2,8	20,3	27,5	14,2	9,3	23,5	38,7	46,5	65,8	54,9	39,7
Facture énergétique en milliards d'euros 2015	13,8	52,7	46,2	20,2	12,2	29,4	44,0	48,7	67,0	55,5	39,7
Part des importations d'énergie dans les importations totales (en %)	12,4	26,4	22,1	9,4	6,7	9,6	13,1	13,2	16,1	14,0	10,4
Nombre de jours d'exportations totales pour couvrir la facture énergétique	n.d.**	99,2	72,8	28,8	15,8	26,5	39,7	43,0	56,1	46,8	32,5
Équivalence entre la facture énergétique et la richesse produite en France - indicateur facture / PIB - en %	1,4	4,5	3,6	1,3	0,8	1,6	2,2	2,3	3,1	2,8	1,8
Cours moyen du dollar en euros	0,68	0,64	1,37	0,83	0,76	1,09	0,80	0,76	0,75	0,75	0,90

* CAF : coût, assurance et fret ; FAB : franco à bord. ** n.d. : non disponible.

Champ : France

Source : données des Douanes, calculs SOeS

Les hydrocarbures : reprise des importations de pétrole brut et des entrées nettes de gaz naturel

Le gaz

À 509,8 TWh, les entrées brutes de gaz naturel sur le territoire sont à nouveau en repli en 2015, de 1,7 % après une baisse plus marquée en 2014 (- 5,6 %).

Les entrées brutes par gazoduc diminuent de 1,9 % en 2015. D'avril à octobre, elles ont reculé par rapport à leur niveau de 2014, mais elles ont en revanche progressé durant la plupart des mois de chauffe.

Les injections de GNL dans le réseau reculent pour la quatrième année consécutive, mais à un rythme bien plus modéré que les années précédentes (- 0,7 % en 2015, après - 19,5 % en 2014, - 19,2 % en 2013 et - 32,9 % en 2012). Le GNL regazéifié ne représente plus que 13,5 % des entrées brutes de gaz naturel en 2015, contre 28,0 % quatre ans auparavant. Les injections à Fos-sur-Mer reculent de 9,1 % tandis que celles à Montoir-de-Bretagne se redressent de 12,2 % pour représenter désormais respectivement 84,7 % et 15,3 % du total du GNL injecté dans le réseau.

Les sorties du territoire sous forme gazeuse s'effectuent aux points d'interconnexion du réseau (PIR) de France métropolitaine de gazoduc avec les réseaux étrangers, principalement espagnol (PIR Pirineos) et suisse (PIR Oltingue et Jura). Après avoir atteint un niveau particulièrement élevé en 2014, les sorties se replient sensiblement en 2015 (- 23,4 %) pour retrouver un niveau légèrement supérieur à celui de 2013. Cette baisse concerne principalement les

sorties vers l'Espagne (- 35,9 %), tandis que celles vers la Suisse ont augmenté (+ 14,5 %).

La baisse des sorties compensant largement en volume celles des entrées, le solde des entrées-sorties progresse de 2,4 % en 2015, à 446,9 TWh.

La part des contrats de court terme (moins de deux ans) dans les approvisionnements, qui avait chuté à 14,4 % en 2013, avant de s'envoler à 21,9 % en 2014, est en légère diminution en 2015, à 20,9 %, en raison de la reprise des importations sur contrats de moyen terme. Les prix sur les marchés de gros du gaz du nord-ouest de l'Europe¹ avaient baissé plus fortement que les prix des approvisionnements réalisés via des contrats de long terme en 2014, entraînant ainsi un plus grand recours aux approvisionnements sur les marchés du gaz. Durant l'année 2015, l'écart entre les prix des contrats de long terme et les prix sur les marchés du gaz s'est progressivement réduit en raison de la croissance de l'indexation de ces contrats sur les marchés du gaz.

La Norvège renforce de nouveau sa place de principal fournisseur de gaz naturel de la France, avec 42,2 % du total des entrées brutes et des quantités en hausse par rapport à 2014 (+ 8,8 %). La Russie reste le deuxième fournisseur devant les Pays-Bas, mais les volumes importés en provenance de ces deux pays diminuent respectivement de 6,5 % et 1,8 %. Avec 9,4 % des entrées brutes, le GNL algérien est la quatrième source d'approvisionnement de la France, en repli de 2,3 % sur un an, tandis que le GNL qatari poursuit sa baisse entamée en 2012 et ne représente plus que 1,1 % des entrées brutes en 2015.

¹ NBP (Royaume-Uni), NCG et Gaspool (Allemagne), Zeebrugge Beach et ZTP (Belgique), TTF (Pays-Bas), PEG Nord (France)

Les achats de gaz naturel sur les marchés du Nord-Ouest de l'Europe, pour lesquels le lieu de production du gaz n'est pas connu avec précision, représentent 22,5 % des entrées brutes, contre 25,7 % en 2014.

Fig. 5 : Approvisionnements en gaz naturel entre 2013 et 2015

	2013	2014	2015	2015
	En MWh PCS*			
Totales entrées brutes (transit inclus)	549,5	518,7	509,8	100,0
- selon le pays d'origine				
Norvège	198,7	197,8	214,3	42,0
Russie	98,3	62,3	58,3	11,4
Pays-Bas	76,3	55,8	54,8	10,7
Algérie	59,4	49,0	47,9	9,4
Swaps**	12,4	9,9	10,8	2,1
Qatar	17,6	9,5	5,5	1,1
Nigeria	0,0	0,9	2,9	0,6
Égypte	1,0	0,0	0,0	0,0
Autres et indéterminés	85,8	133,4	115,4	22,6
- selon le type de contrat				
court terme	79,1	113,6	107,1	21,0
moyen et long terme	470,3	405,1	402,7	79,0
- selon la forme de gaz				
gaz naturel sous forme gazeuse	463,1	449,2	442,7	86,8
gaz naturel liquéfié (GNL)	86,4	69,5	67,0	13,2
Totales sorties (transit inclus)	58,3	82,1	62,9	12,3
Totales entrées nettes (transit et exportations exclus)	491,2	436,6	446,9	87,7

* Pouvoir calorifique supérieur.

** Essentiellement, réception à Montoir-de-Bretagne par Engie de GNL en provenance du Nigeria pour le compte de l'Italie.

Champ : France métropolitaine

Source : calculs SOeS, d'après GRTgaz, TIGF et les fournisseurs de gaz.

Le pétrole et les produits pétroliers raffinés

Après plusieurs années consécutives de baisse, les importations françaises de pétrole brut sont reparties nettement à la hausse en 2015, progressant de 5,8 %, à 56,7 millions de tonnes (Mt). L'instabilité politique en Libye pèse de nouveau sur les importations en provenance d'Afrique du Nord, qui reculent de 17 % sur un an. La France s'est ainsi davantage tournée vers le Moyen-Orient (+ 13,7 %), à la faveur du regain de la production irakienne, et l'Afrique subsaharienne (Angola, Nigeria ; + 13,3 %). Les importations depuis l'ex-URSS progressent également, de 6,4 %, après trois années consécutives de forte baisse (- 10 % par an). Le poids de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) poursuit encore sa progression, pour atteindre 56 % des importations françaises de pétrole brut, son plus haut niveau depuis 1994. Les principaux fournisseurs de la France restent l'Arabie Saoudite (d'où proviennent 18,6 % des volumes importés), le Kazakhstan (13,8 %), le Nigeria (11,7 %) et la Russie (7,9 %). L'Angola (7,6 %) gagne deux places pour se classer en cinquième position, pesant désormais autant que l'Algérie (7,6 %). La Norvège, depuis laquelle les importations françaises ont été réduites de moitié en cinq ans, est passée du cinquième au huitième rang, juste derrière l'Azerbaïdjan.

Fig. 6 : Importations de pétrole par pays d'origine (en millions de tonnes)

Grandes zones	1973		1979	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2013	2014	2015	
		%											%
Moyen-Orient	96,4	71,4	94,5	22,1	31,7	34,8	31,6	22,4	11,1	11,8	12,8	14,5	25,6
Afrique du Nord	18,3	13,5	9,5	8,6	7,2	5,1	6,3	10,2	12,1	9,0	7,7	6,4	11,2
Afrique subsaharienne	15,0	11,1	11,0	14,1	13,8	8,3	7,6	8,9	8,2	10,2	11,9	13,4	23,7
Mex du Nord*	0,2	0,1	4,2	19,2	10,4	23,2	31,9	22,2	10,6	7,0	5,9	5,0	8,8
Ex-URSS	3,4	2,5	5,0	4,1	6,2	6,3	8,0	19,6	21,0	16,8	15,0	15,9	28,0
Autres	1,8	1,3	1,6	5,8	4,1	0,4	0,3	0,9	1,0	0,9	0,5	1,5	2,6
Total	134,9	100,0	125,9	73,9	73,4	78,0	85,6	84,2	64,1	55,6	53,6	56,7	100,0
dont Opep**	127,8	94,7	111,8	36,7	41,7	42,7	41,8	38,2	27,6	26,1	28,7	31,6	55,7
Opep hors Irak	109,1	80,8	89,1	30,4	38,7	42,7	34,5	36,8	25,2	24,8	27,5	28,8	50,8
Principaux fournisseurs													
Arabie Saoudite	30,2	22,4	44,4	6,0	15,2	20,4	15,2	10,3	6,0	10,2	11,1	10,6	18,6
Kazakhstan	-	-	-	-	-	-	2,2	8,6	6,8	7,2	7,1	7,8	13,8
Nigeria	12,6	9,3	9,6	8,1	3,1	5,7	4,8	2,8	2,8	4,9	6,1	6,6	11,7
Russie	-	-	-	-	-	6,1	5,0	9,6	11,1	6,7	5,2	4,5	7,9
Angola	-	-	-	0,4	2,8	0,7	1,9	4,2	3,4	1,6	3,2	4,3	7,6
Algérie	11,1	8,2	5,1	3,6	3,0	2,6	3,5	5,4	0,9	3,1	3,7	4,3	7,6
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	0,6	1,4	3,1	2,8	2,6	3,6	6,3
Norvège	0,2	0,1	1,6	4,2	5,8	13,6	21,1	16,1	7,0	5,0	4,3	3,5	6,1
Irak	18,7	13,8	22,7	6,4	3,0	-	7,2	1,4	2,4	1,2	1,2	2,8	4,9
Libye	6,5	4,8	4,0	3,1	2,9	1,7	2,4	4,5	10,2	4,8	3,0	2,1	3,6
Royaume-Uni	-	-	2,7	14,9	4,7	9,3	9,9	4,4	3,4	1,9	1,4	1,5	2,6
Mexique	-	-	-	2,7	2,5	-	-	-	-	-	0,2	1,3	2,2
Ginée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	0,5	0,6	1,6	1,2	1,0	1,8
Ghana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,1	0,9	1,6
Congo	0,9	0,7	-	0,5	0,9	0,6	0,0	0,5	1,3	0,6	0,3	0,1	0,2

* Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark

** Opep : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Equateur, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Venezuela

NB : Le pétrole est classé ici en fonction du pays où il a été extrait

Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, enquête auprès des raffineurs

Les importations de produits raffinés se replient légèrement (-1,2%), tandis que les exportations augmentent fortement (+13,8%). Ainsi, en 2015, le déficit des échanges physiques n'est plus que de 19,4 Mt, contre 22,5 Mt en 2014. Celui-ci est surtout imputable à l'ensemble gazole / fioul domestique, qui représente 58 % des importations de produits raffinés, et, dans une moindre mesure, au jet kérosène et au gaz de pétrole liquéfié (GPL). Le fioul lourd, dont le solde exportateur, positif, s'est nettement amélioré en 2015, ainsi que l'essence sont les deux principaux produits raffinés contribuant à alléger le déficit d'échanges physiques de la France.

Les deux premiers fournisseurs de la France restent la Russie et les Etats-Unis, avec des parts de marché respectives de 17 % et 12 %. L'Inde est depuis 2014 le premier pays d'approvisionnement en carburéacteurs de l'Hexagone (27 %), devant les pays du Moyen-Orient et la Corée du Sud notamment. Le GPL est importé principalement d'Algérie (38 %), de l'Union européenne (26 %, dont plus de la moitié du Royaume-Uni) et de Norvège (19 %).

La France exporte ses produits raffinés en premier lieu vers l'Europe (65 %), puis vers l'Afrique (18 %), l'Amérique du Nord (8 %) et le Proche-Orient (4 %). Le fioul lourd est acheminé pour l'essentiel en Europe du Nord (62 %). En revanche l'essence est d'abord exportée en Afrique (33 %, dont la moitié au Nigéria), l'Europe du Nord et les Etats-Unis suivant avec respectivement 26 % et 20 % des ventes.

Fig. 7 : Importations et exportations de produits raffinés en 2015 (en millions de tonnes)

	Importations (I)	Exportations (E)	Solde importateur (I-E)
Gazole / FOD*	23,8	2,9	20,9
Jet kérosène	4,4	1,2	3,2
Pétrole lampant	0,2	0,1	0,1
GPL**	3,5	1,2	2,3
Coke de pétrole	0,8	0,0	0,8
Fioul lourd	3,1	6,7	-3,6
Bitumes	1,0	0,3	0,7
Essence	0,5	4,1	-3,6
Naphta	2,0	3,0	-1,0
Lubrifiants	0,9	1,1	-0,2
Autres	0,6	0,8	-0,2
Total	40,8	21,4	19,4

* FOD : Fioul domestique

** GPL : Gaz de pétrole liquéfié

Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, d'après les statistiques des Douanes

- Fabien GUGGEMOS, Évelyne MISAK, David MOMBEL.